

Cote du document:	EB 2008/94/R.5
Point de l'ordre du jour:	7
Date:	11 septembre 2008
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président du Comité de l'évaluation sur la cinquante-deuxième session

Conseil d'administration — Quatre-vingt-quatorzième session
Rome, 10-11 septembre 2008

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

Luciano Lavizzari

Directeur du Bureau de l'évaluation

téléphone: +39 06 5459 2274

courriel: l.lavizzari@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver les recommandations figurant dans le rapport du Président du Comité de l'évaluation sur la cinquante-deuxième session.

Rapport du Président du Comité de l'évaluation sur la cinquante-deuxième session

1. Le présent rapport rend compte des délibérations de la cinquante-deuxième session du Comité de l'évaluation, tenue le 5 septembre 2008. Six points étaient inscrits à l'ordre du jour: a) l'évaluation du programme de pays (EPP) pour le Pakistan; b) le suivi de l'efficacité et de la qualité du travail du Bureau de l'évaluation (OE); c) l'avant-projet de programme de travail triennal à horizon mobile d'OE (2009-2011) et les ressources requises en 2009; d) l'examen de la politique du FIDA en matière d'évaluation; e) l'examen du Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction (PRISMA), ainsi que des observations d'OE; et f) les questions diverses.
2. Tous les membres du Comité (Allemagne, Belgique, Inde, Indonésie, Mali, Mexique, Nigéria, Suède et Suisse) ont participé à la session, que présidait l'Indonésie. Des observateurs de l'Afrique du Sud, du Brésil, de la Chine, du Danemark, de la Grèce, du Guatemala, du Japon, du Pakistan, des Pays-Bas et de la République bolivarienne du Venezuela étaient également présents. M. Waqar Hussain Abbasi, Secrétaire adjoint à la Division des affaires économiques du Ministère de l'économie et des statistiques, représentait le Gouvernement pakistanais lors des débats sur l'EPP de ce pays. Le Comité a été rejoint par le Président adjoint responsable du Département gestion des programmes (PMD), le Directeur d'OE, le Secrétaire du FIDA et d'autres fonctionnaires et consultants du Fonds.

EPP pour le Pakistan

3. Les membres du Comité ont félicité OE de la très grande qualité de son évaluation et marqué leur large accord sur ses principales conclusions et recommandations.
4. Le représentant du Gouvernement pakistanais a exprimé à OE sa gratitude pour la très bonne évaluation qu'il a réalisée. L'EPP, établie avec le souci de la transparence et de la participation, s'est fondée sur un programme intensif de visites sur le terrain et d'entretiens avec les bénéficiaires et les autres partenaires principaux, ainsi que sur un examen de divers rapports et documents. M. Abbasi a fait part de l'assentiment de son gouvernement à l'égard des principales conclusions et recommandations de l'évaluation. Entre autres questions soulevées, le Gouvernement pakistanais a demandé que le FIDA renforce encore son dispositif de présence dans le pays et a promis d'apporter le concours nécessaire à cet effet.
5. L'Administrateur représentant la Suisse, qui avait pris part à l'atelier/table ronde national sur l'EPP tenu à Islamabad les 17 et 18 juillet, a indiqué verbalement ce qu'il retirait de sa participation à cette réunion, en donnant par ailleurs copie de son compte rendu de mission aux autres membres du Comité (voir annexe). Il a souligné que le processus d'évaluation ayant débouché sur la formulation de l'accord conclusif de l'EPP avait été mené avec vigueur et méthode. Entre autres observations, il a fait ressortir l'importance d'un renforcement du partenariat du FIDA avec la communauté des donateurs au Pakistan, à la fois pour accroître l'efficacité de l'aide du Fonds et pour élargir les possibilités de concertation sur les politiques.
6. Les membres du Comité ont soulevé un certain nombre de questions demandant à être examinées par la direction du FIDA lors de la préparation du nouveau programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP). Ils ont noté en particulier que la durabilité reste l'un des grands problèmes à régler au Pakistan – comme dans d'autres pays – et mis en lumière le rôle important que les gouvernements eux-mêmes ont à remplir pour que les résultats obtenus soient durables. Il a été souligné à cet égard qu'inciter un pays à s'impliquer est essentiel si l'on veut garantir la durabilité. Le Comité a noté qu'une recommandation en ce sens figurait dans la plupart des rapports d'évaluation et qu'elle insistait sur le renforcement de

la présence dans les pays, considéré comme un moyen important d'accroître la durabilité.

7. Par ailleurs, le Comité a noté, rejoignant en cela l'EPP pour le Pakistan, qu'il importait que le FIDA continue à travailler au Pakistan dans des zones éloignées, défavorisées et en proie à des conflits. Toutefois, il faut pour cela concevoir les opérations plus soigneusement que par le passé, en veillant tout spécialement à ce que les objectifs et la stratégie retenus pour les projets cadrent bien avec les conditions particulières (en termes, par exemple, de capacités institutionnelles, de traditions sociales et d'infrastructures) qui caractérisent de telles zones géographiques.
8. S'agissant des conclusions de l'évaluation, le Comité a reconnu qu'il importait d'explorer les possibilités de valoriser pleinement le potentiel du secteur de l'élevage au Pakistan et de consacrer plus d'attention et d'investissements aux activités non agricoles, parmi lesquelles l'approvisionnement en intrants, l'élargissement des liens commerciaux et la prestation de services financiers ruraux. Globalement, il a été observé que le FIDA devrait accorder plus d'attention aux questions d'élevage et aux investissements au profit d'activités non agricoles.
9. Un débat a également eu lieu sur le COSOP en tant qu'instrument de stratégie et de gestion. Le Comité a relevé à cet égard l'importance du COSOP comme outil stratégique, qu'il conviendrait d'aligner à la fois sur les priorités du FIDA et sur celles du gouvernement en matière d'agriculture et de développement rural. Le COSOP pourrait également servir d'outil de gestion offrant un cadre pour mettre en œuvre des projets financés par le FIDA. La nouvelle structure que le Conseil d'administration a adoptée pour le COSOP en 2006 représente une amélioration par rapport à la précédente, et les EPP ultérieures devraient comporter également une analyse de la qualité de cette nouvelle structure des COSOP.
10. Une autre question a retenu particulièrement l'attention au cours des délibérations, à savoir la nécessité pour le FIDA d'adopter une approche plus systématique de la promotion des innovations au Pakistan, y compris par une mise en corrélation plus étroite et un recours plus large à la gamme d'instruments disponibles, tels que les prêts, les dons et la concertation. Le caractère essentiel de la collaboration et des partenariats avec d'autres acteurs du développement a été mis en lumière non seulement pour la mise en place de cofinancements, mais pour l'établissement de synergies ou de complémentarités dans des secteurs intéressants où le FIDA ne possède que des capacités faibles ou nulles.
11. Constatant l'absence du Directeur de la Division Asie et Pacifique, alors que, selon la pratique habituelle, le Président adjoint responsable de PMD et les chargés de programme de pays participaient à la session, le Comité a recommandé que les directeurs des divisions régionales de PMD prennent part également, à l'avenir, aux délibérations sur les points pertinents de son ordre du jour.

Le PRISMA

12. Les membres du Comité se sont réjouis de l'occasion qui leur était offerte d'examiner le document consacré au PRISMA, ainsi que les observations d'OE. Ils ont fait ressortir l'importance du PRISMA pour l'amélioration de l'efficacité du FIDA en matière de développement.
13. La direction a souligné que la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation s'était améliorée. En effet, 90% des recommandations avaient été intégralement mises en œuvre ou étaient en passe de l'être. La direction a bien marqué que les améliorations du taux d'application des recommandations sont dues en grande partie à l'appui à la supervision directe et à l'exécution ainsi qu'à une plus large présence dans les pays.
14. Pour ce qui est du taux de mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation, le Comité a relevé que les gouvernements partenaires avaient donné

suite à 45% des recommandations qui leur étaient adressées. Bien qu'il y ait encore place pour une amélioration, le Comité a estimé que ce résultat méritait néanmoins d'être noté, compte tenu des difficultés qu'il y a à faire appliquer les recommandations issues de l'évaluation.

15. À propos du PRISMA, une question a été soulevée et longuement débattue, à savoir celle du rôle et de l'influence que le FIDA pourrait avoir dans la concertation sur les politiques, ce qui englobe la possibilité d'évaluer la participation du Fonds à cette concertation.

Suivi de l'efficacité et de la qualité du travail d'OE

16. À la demande du Comité de l'évaluation, OE a présenté une proposition initiale visant à renforcer encore son efficacité et la surveillance qu'il exerce. La proposition porte notamment sur un certain nombre d'activités permanentes ou ponctuelles qui se renforcent mutuellement, et qui englobent l'établissement d'un cadre de résultats spécifique.
17. D'une manière générale, le Comité a accueilli avec satisfaction cette proposition claire et succincte, notant qu'elle constituait une base appropriée pour en préparer une version complète qui lui serait présentée à sa session suivante, le 3 octobre. La proposition serait insérée dans le document d'ensemble sur le programme de travail triennal à horizon mobile et le budget 2009.
18. Parmi les mesures permanentes, le Comité s'est déclaré favorable à l'idée d'étendre le recours à: a) des conseillers indépendants expérimentés qui donneraient les orientations nécessaires à des stades clés de toutes les évaluations de niveau supérieur (évaluations à l'échelle de l'organisation et à l'échelle des pays); et b) des examens internes par les pairs au sein d'OE pour toutes les évaluations, ce qui constituerait un instrument d'assurance de la qualité et de partage des savoirs. Le Comité a toutefois demandé à OE d'étudier les incidences de ces mesures utiles sur ses besoins globaux en ressources.
19. S'agissant d'une autre mesure permanente, le Comité a également souscrit à la proposition initiale tendant à ce qu'OE élabore un cadre de résultats devant permettre de suivre son efficacité et la qualité de son travail. L'un des aspects essentiels de ce cadre de résultats serait la sélection d'indicateurs dont il faudrait suivre l'évolution et rendre compte, ce qui permettrait au Comité et au Conseil d'administration d'avoir une vue d'ensemble de l'efficacité d'OE. Parmi les exemples d'indicateurs correspondant à ceux qu'utilisent d'autres services d'évaluation, on peut citer les suivants:
- i) réalisation des évaluations dans les délais prévus au cours d'une année donnée;
 - ii) nombre de consultations de la rubrique "évaluation" du site web du FIDA; et
 - iii) nombre d'évaluations réalisées en pleine conformité avec la politique du FIDA en la matière.
20. Parmi les mesures ponctuelles, le Comité a accueilli favorablement l'idée de faire procéder à un examen/évaluation d'OE par les pairs en 2009. Il a souligné que, dans sa conception, un tel examen/évaluation devrait prendre en compte la dualité du FIDA, à la fois organisme spécialisé des Nations Unies et institution financière internationale. De même, les ressources destinées à cette activité devraient entrer en ligne de compte dans le programme de travail et le budget d'OE pour 2009. Cet examen par les pairs viendrait contribuer au réexamen global de la politique du FIDA en matière d'évaluation.
21. Enfin, le Comité a reconnu qu'il était nécessaire qu'OE finalise le nouveau manuel d'évaluation, ce pour quoi une session informelle sera organisée le 5 décembre 2008. Il a noté également qu'OE devra peut-être introduire dans ce

nouveau manuel d'éventuelles améliorations qui découleraient de l'examen/évaluation par les pairs prévu pour 2009.

22. Le Comité a pris note des efforts déployés par OE pour rechercher de nouveaux modèles de travail au bureau, notamment le développement d'une culture d'équipe, afin de donner suite à l'enquête de gestion.

Avant-projet de programme de travail triennal à horizon mobile (2009-2011) et ressources requises en 2009

23. Le Comité a jugé l'avant-projet approprié pour ce qui est des objectifs et du programme de travail d'OE proposés pour 2009-2011, aussi bien que des ressources requises en 2009. Il a invité OE à en préparer une version complète, afin de pouvoir l'examiner avec le Comité de l'évaluation le 3 octobre.
24. Le Comité a invité OE à examiner les questions suivantes lors de l'établissement du document d'ensemble:
- i) coordonner avec la direction la réalisation de l'évaluation prévue au niveau de l'organisation sur l'équité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes pour veiller à ce que cette évaluation, en étant la devancière de la future politique du FIDA en matière de parité hommes-femmes, fournisse à la direction les éléments nécessaires à la formulation de ce texte;
 - ii) prévoir la réalisation d'une évaluation au niveau de l'organisation sur les approches et les efforts du FIDA touchant la concertation sur les politiques;
 - iii) trouver les moyens de contribuer à promouvoir le renforcement des capacités d'évaluation dans les pays en développement; et
 - iv) étudier la possibilité de prendre en compte dans le programme de travail et budget d'OE tout accroissement du programme de travail du FIDA qui se produirait dans les années à venir.
25. Le Comité a invité OE à réfléchir avec soin à ses niveaux de ressources, et à établir un budget qui lui permette d'exécuter les activités prévues avec efficacité et dans les délais prescrits, ainsi que de contribuer à améliorer la performance et l'impact du FIDA. À cet égard, la Belgique et la Suède ont demandé à OE de soumettre des propositions sur les possibilités d'aider à identifier des cadres associés pouvant venir travailler dans ses services.
26. Le Comité a demandé à OE de présenter un récapitulatif de ses chiffres budgétaires depuis 2005 dans le document d'ensemble sur le programme de travail et le budget. Cela permettrait au lecteur d'avoir un aperçu rapide de l'évolution du budget d'OE au cours des années écoulées.
27. Il a également demandé qu'OE établisse à l'avenir un registre des recommandations formulées par le Comité sur tous les points de ses ordres du jour, ce qui permettrait au Bureau et au Comité d'en suivre l'application sur une base régulière. Ce registre pourrait être joint au procès-verbal des réunions du comité que rédige OE.
28. Le Comité a demandé de plus amples informations sur le Groupe conjoint d'évaluation (ECG), le Réseau des réseaux sur les évaluations d'impact (NONIE) et le Groupe des Nations Unies sur l'évaluation (UNEG), et notamment sur le rôle d'OE dans chacune de ces enceintes. Ces informations seront consignées dans le document d'ensemble sur le programme de travail et le budget qui sera examiné en octobre.
- Réexamen de la politique du FIDA en matière d'évaluation**
29. Le Comité a décidé de répartir comme suit ses travaux relatifs au réexamen de la politique du FIDA en matière d'évaluation:

- i) travaux sur la procédure de nomination et de reconduction dans ses fonctions du Directeur d'OE, avec établissement d'une proposition à examiner par le Conseil d'administration à sa session de décembre 2008; et
- ii) réexamen général de la politique d'évaluation devant débuter en 2009. Il sera procédé à un examen d'OE par les pairs, qui portera notamment sur la politique d'évaluation.

Questions diverses

30. Il a été convenu que le Comité tiendrait une session informelle le 5 décembre afin d'examiner le projet de nouveau manuel d'évaluation d'OE, avant sa finalisation et sa sortie complète au début de 2009.

EPP FIDA Pakistan – Visite de terrain et table ronde nationale, 14-18 juillet 2008

Représentation permanente de la Suisse auprès de la FAO, du FIDA et du PAM (mission Rome)

Compte rendu de la visite de terrain effectuée au Pakistan en 2008

12 juillet 2008/WPI

Le présent document est basé sur le rapport d'évaluation du programme de pays du 1.7.2008, la note conceptuelle de l'EPP du 2.2.2008, le document thématique de l'EPP du 30.6.2008, la stratégie de coopération de la DDC pour 2006-2010, le programme annuel de la DDC pour 2008 ainsi que sur les résultats des visites et de l'atelier.

Éléments marquants de la visite de terrain effectuée au Pakistan en 2008

- 1) *Le processus du Bureau de l'évaluation qui a débouché sur l'accord conclusif est solide et rationnel sur le plan méthodologique; le rapport de l'EPP est valable et suffisamment détaillé pour jeter les bases des discussions de l'atelier/table ronde.*
- 2) *Les conclusions de l'évaluation, dans l'ensemble validées par les parties prenantes pakistanaïses au niveau national, constituent des apports significatifs dont le département des opérations devra tenir dûment compte lors de l'élaboration du futur COSOP.*
- 3) *Une réunion de haut niveau a confirmé l'intérêt du Gouvernement pakistanaïse et du secteur privé à faire de l'élevage l'un des secteurs stratégiques d'investissement au Pakistan.*
- 4) *Le contexte doit faire l'objet d'analyses périodiques et influencer sur la mise en œuvre du COSOP, notamment dans des environnements politiques instables comme celui du Pakistan. Étant donné que les effectifs du FIDA sont restreints, l'analyse devrait exploiter les données élaborées au sein des processus d'harmonisation des donateurs.*
- 5) *Afin d'introduire une flexibilité d'exécution des projets et programmes en fonction du contexte, le futur COSOP doit devenir un instrument de gestion beaucoup plus solide. Cela pourrait avoir un certain nombre de répercussions méthodologiques (comme la nécessité de recourir à des préévaluations rurales rapides dans le cadre d'un nouveau système de suivi du COSOP).*
- 6) *De manière générale, ce n'est que sous réserve d'un engagement net de la part de la direction du FIDA en faveur du renforcement de l'analyse du contexte de pays et du recours à des instruments solides de gestion du COSOP qu'un débat pourra être ouvert concernant l'éventuelle réorientation de l'attention du Conseil d'administration du FIDA – de l'approbation des projets vers l'approbation et le suivi de la stratégie.*
- 7) *Le renforcement des partenariats avec la communauté des donateurs devrait être davantage considéré comme un moyen d'améliorer l'efficacité, tant en termes d'aide que de concertation sur les politiques, plutôt que comme un simple mécanisme complémentaire.*

Processus d'évaluation

Le Bureau de l'évaluation (OE) a précisé la portée, les grandes étapes et la méthodologie du processus d'évaluation: "L'évaluation du programme de pays avait deux objectifs: a) évaluer la performance et l'impact des opérations du FIDA; et b) jeter les bases en vue de l'élaboration du nouveau COSOP pour le Pakistan en 2008, au terme de l'EPP. Des visites

de terrain ont été effectuées afin d'évaluer les résultats et l'impact *in situ* et d'organiser des échanges directs avec les bénéficiaires, les équipes de projet et les responsables de l'exécution... OE a également réalisé des études d'évaluation de l'impact de deux projets financés par le FIDA au Pakistan, sur la base d'une enquête menée auprès de 484 personnes, équitablement réparties entre hommes et femmes, et entre bénéficiaires et groupes de contrôle."

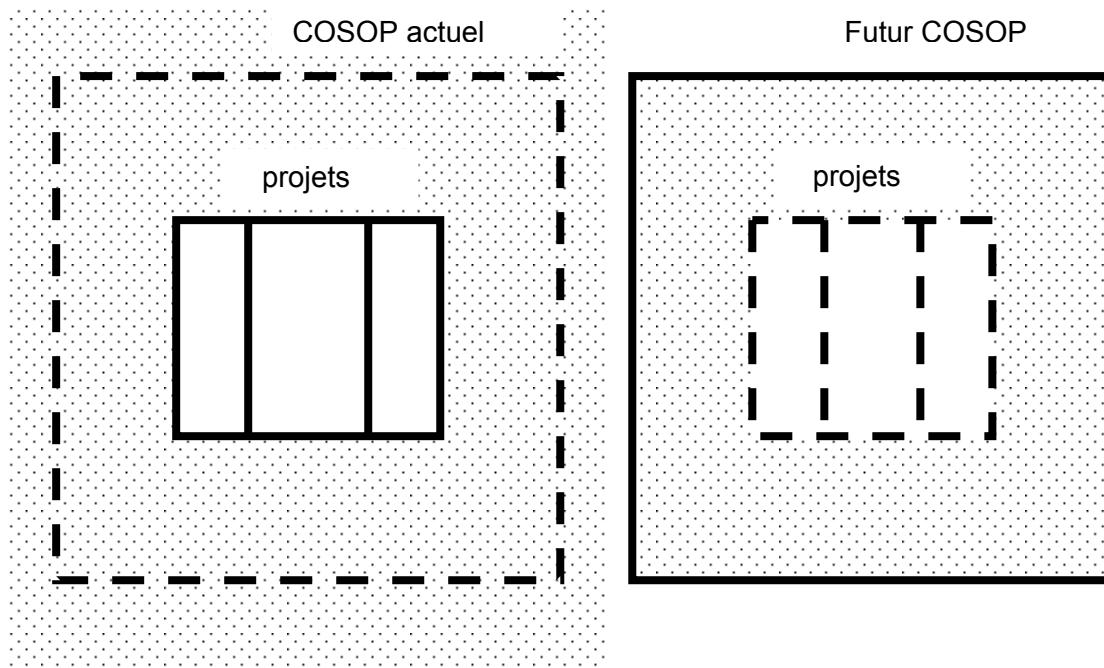
Par ailleurs, OE a fourni un certain nombre de définitions utiles qui ont permis de ne pas perdre de vue l'objectif fixé, tout au long du processus d'évaluation: "... La pertinence est définie comme la mesure dans laquelle les objectifs du programme répondent aux besoins des ruraux pauvres, sont conformes au Cadre stratégique et aux politiques du FIDA, et aux politiques et stratégies en vigueur du pays en matière de réduction de la pauvreté. L'efficacité est définie comme le degré de réalisation des objectifs du programme. L'efficience mesure la conversion économique des intrants (ressources financières, connaissances, temps, etc.) en produits. L'impact sur la pauvreté rurale apprécie les changements survenus à l'achèvement du programme. Selon la définition retenue au FIDA, l'impact sur la pauvreté rurale recouvre les changements constatés dans la vie des populations pauvres auxquels les interventions du FIDA ont contribué, de manière intentionnelle ou non, tels que ces derniers et leurs partenaires les perçoivent au moment de l'évaluation..."

Lors de l'atelier/table ronde national, organisé à Islamabad avec des représentants du Gouvernement pakistanais, de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires, les questions concernant le processus d'évaluation se sont limitées aux notes de performance et aux causes immédiates de la performance. À cet égard, les participants ont souligné l'importance, pour les évaluations, d'expliquer clairement le "pourquoi" de la bonne ou de la mauvaise performance, élément incontournable pour pouvoir successivement renforcer la conception et la mise en œuvre. L'accent a été mis sur le fait que la réalisation d'études de référence plus solides au début de chaque intervention permettrait de surmonter cet obstacle dans le futur.

Le COSOP en tant qu'outil de gestion

Les conclusions de l'EPP ont été dans l'ensemble confirmées durant l'atelier. Celles-ci mettaient en évidence le fait que les succès et les échecs étaient directement liés aux capacités de conception et de mise en œuvre au niveau du projet, tandis que l'analyse de la mise en œuvre d'un COSOP ne fournissait que peu ou pas d'orientation stratégique. Flexibilité grâce à une approche différenciée, surtout dans des conditions particulièrement difficiles, ciblage des segments les plus pauvres de la population rurale, incapacité à traduire les enseignements tirés des projets en conseils aux gouvernements en vue de l'élaboration de politiques favorables aux pauvres: tous ces éléments sont autant de faiblesses liées à la gestion stratégique d'un programme de pays. Plus la gestion stratégique est faible, plus la mise en œuvre du projet doit être rigoureuse afin de ne pas risquer d'oublier les objectifs fixés.

S'il veut garantir une adaptation rapide à l'évolution du contexte, renforcer la flexibilité d'exécution et promouvoir la durabilité des résultats, le COSOP doit devenir un outil de gestion à part entière, ce qui a des répercussions au plan méthodologique ainsi qu'en termes de ressources humaines relatives à la présence du FIDA dans les pays et au suivi assuré au niveau du siège. Le renforcement effectif du COSOP pourrait permettre de centrer dans le futur proche l'attention et les débats du Conseil d'administration sur les stratégies plutôt que sur les projets.



Afin de faciliter l'orientation stratégique d'un COSOP, l'attention pourrait être accordée à quelques instruments utiles tels qu'un système de suivi de la stratégie fondée sur les résultats. Celui-ci devrait être aussi simple que possible mais rattaché aux organes décisionnels du pays, sur une base annuelle. En outre, une utilisation circonscrite des méthodes de préévaluation rurale rapide peuvent parfois remplacer des études de référence à grande échelle, onéreuses et d'interprétation difficile.

Participation des parties prenantes et thèmes abordés

Tant la participation à l'atelier que son organisation ont été remarquables de par la largeur d'esprit et la qualité des interventions ainsi que la manière dont le Gouvernement pakistanais et OE/FIDA ont conjointement organisé la logistique et conduit la réunion.

De longues discussions ont été tenues concernant le ciblage géographique du COSOP, à l'heure actuelle essentiellement limité à la partie nord du pays. D'une part, il appartient au gouvernement d'apporter la réponse (politique) à cette question. D'autre part, l'accent est mis sur un problème caractéristique auquel se trouve confronté un programme de développement relativement limité (du moins par rapport aux programmes de banques mondiales et régionales) s'agissant de ciblage de la population rurale pauvre. Il est (et il sera) difficile pour le FIDA de se concentrer sur l'innovation, la méthode des chaînes de valeur, les mécanismes d'exécution impulsée par la demande ciblant les pauvres tout en étant désireux d'appuyer des programmes classiques au plan du ciblage géographique. D'ordinaire, il s'agit là d'instruments visant à mettre en œuvre des plans de développement nationaux, régionaux ou locaux et qui nécessitent le déploiement, à grande échelle, d'efforts extrêmement coordonnés entre donateurs.

Quelques thèmes étaient trop complexes et trop sensibles, politiquement parlant, pour que l'atelier puisse fournir une orientation stratégique pour l'avenir. Il en était ainsi du thème III – Gouvernance locale et développement local en faveur des pauvres – pour lequel le contexte existant est trop instable pour que l'on puisse formuler des prévisions réalistes concernant le processus de décentralisation.

À propos de partenariats

Ayant travaillé pendant une période relativement longue dans un organisme bilatéral de développement comme l'Agence suisse de développement et de coopération (DDC), il a semblé naturel de relier la direction du FIDA et celle de la DDC à Islamabad.

Il est apparu clairement que le FIDA et les organismes bilatéraux de petite dimension ont beaucoup à partager, au-delà des activités de cofinancement proprement dites: stratégies de ciblage des pauvres en zone rurale, désir de promouvoir l'innovation, besoin de flexibilité, connaissances sur des thèmes spécifiques comme la microfinance, etc.

Je tiens à remercier personnellement le Gouvernement pakistanais et OE/FIDA pour m'avoir invité au Pakistan ainsi que le Comité de l'évaluation pour n'avoir fait aucune objection à cette visite de terrain. Mes remerciements vont également au bureau de la DDC à Islamabad pour son concours et sa participation.

Pio Wennubst